

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MARS 1905.

Projet de loi portant approbation de deux contrats relatifs à des immeubles domaniaux et autorisation d'aliéner des biens de même nature (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui nous occupe a donné lieu à quelques observations d'ordre général dans les sections. L'accueil qu'il y a rencontré a cependant été favorable dans toutes.

C'est ainsi que la 1^{re} section l'a adopté à l'unanimité moins une abstention et que toutes les autres sections l'ont approuvé à l'unanimité des membres présents.

Dans toutes les sections, on a demandé communication du contrat conclu entre l'État belge et la Société bruxelloise d'Électricité au sujet de l'éclairage des gares de l'agglomération bruxelloise. Certains membres ont même émis l'avis que la vente par l'État de certains terrains domaniaux sis à Schaerbeek ne pourrait être discutée qu'après l'approbation du contrat.

La section centrale s'est longuement occupée de cette question, et dès sa première séance, elle a demandé communication de cette convention à M. le Ministre des Chemins de fer, qui s'est empressé de lui donner satisfaction. La section centrale a décidé de faire imprimer cette convention en annexe à la suite du présent rapport.

Conformément au désir exprimé dans certaines sections, la section centrale a reçu, dès avant sa première séance, communication de tous les contrats relatifs aux échanges domaniaux; ces contrats ont été joints au dossier, en même temps que les plans et autres documents intéressant ces échanges.

(1) Projet de loi, n° 59.

(2) La Section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Bertrand, Feron, Buzette, Hloyois, Verhaegen et de Ghellinck d'Elsegheem.

La section centrale a pu, de cette manière, étudier sérieusement ces divers contrats et prendre une décision en pleine connaissance de cause.

Diverses questions ont été posées au Gouvernement. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de les insérer dans ce rapport au fur et à mesure que nous y étudions les diverses conventions.

*
* *

Le premier contrat a été nécessité par la rectification de l'Ourthe entre Chênée et les Grosses-Battes. Pour exécuter ce travail, des entreprises importantes étaient rendues nécessaires, notamment dans les terrains industriels de la Société anonyme de la Vieille-Montagne; mais afin de diminuer le préjudice qu'une expropriation de 2 hectares 79 ares aurait fait subir à cette Société, et afin de réduire en même temps les indemnités à payer de ce chef, le Gouvernement a cru utile de conclure avec la dite Société un échange de terrains garantissant certains avantages aux deux parties contractantes. Cet échange avait comme résultat de réduire la dette à payer par l'Etat à la somme de fr. 115,238.97, dont nous trouvons le détail à l'exposé des motifs.

Au sujet de cet échange, les questions suivantes ont été posées au Gouvernement.

1^{re} QUESTION.

« Quel est le prix des terrains récemment acquis sur les bords de l'Ourthe par l'Etat belge, à proximité des terrains à céder par la Société anonyme de la Vieille-Montagne en vertu de la convention n° I? »

RÉPONSE.

« Les terrains récemment acquis à l'amiable par l'Etat à proximité de l'établissement de la Société anonyme de la Vieille-Montagne ont été payés de 5 à fr. 5.50 le mètre carré. Pour certaines parcelles expropriées judiciairement, les indemnités se sont élevées à fr. 6.05 le mètre carré.

» Dans l'espèce, il faut tenir compte de ce qu'il s'agit d'emprises sur des installations industrielles importantes qui se trouvent déjà à l'étroit, et qui subiront une dépréciation par suite de la réduction de leur superficie. La société réclamait pour les terrains le prix de 8 fr. 525 le mètre carré, égal à l'indemnité lui accordée par un jugement du tribunal de Liège du 25 janvier 1902, lors de l'expropriation d'une emprise faite sur les terrains pour l'aménagement de la gare d'Angleur. Les prix unitaires de 7 fr. 425 et 4 fr. 71 le mètre carré, mentionnés dans l'exposé des motifs, sont le résultat d'une transaction. »

2^e QUESTION.

« Quelle est l'importance de la charge que l'Etat Belge s'impose en s'enga-

geant à fournir à la Société de la Vieille-Montagne 29,000 mètres cubes d'argile ? »

RÉPONSE.

« L'Etat n'assume aucune charge en s'engageant à fournir à la Société de la Vieille-Montagne 29,000 mètres cubes d'argile, à déposer sur les terrains marqués a b c d et a' b' c' d' sur le plan joint à l'acte d'échange. Il y trouve au contraire l'avantage d'assurer, dans des conditions économiques, l'évacuation d'une partie des terres à provenir du creusement de la dérivation de l'Ourthe; en effet, à défaut de cette solution, les 29,000 mètres cubes d'argile seraient venus s'ajouter aux déblais excédents de la 3^e section de l'entreprise, lesquels doivent être transportés par voie ferrée à 2 kilomètres environ du lieu de leur provenance, tandis que les terrains susvisés sont riverains de la dite section. »

Ces réponses sont de nature à donner satisfaction aux membres de la Législature et votre section centrale a été unanime à donner son approbation à la convention d'échange entre l'Etat et la Société anonyme de la Vieille-Montagne.

La section centrale exprime toutefois le regret que la passation de l'acte d'échange n'ait pas suivi de plus près la prise de possession des terrains. Celle-ci a eu lieu le 1^{er} août 1902, tandis que l'acte n'a été passé que le 28 septembre 1904. Un peu plus de célérité aurait eu pour résultat de diminuer la somme des intérêts à payer de ce chef, conformément à la convention.

* * *

Au sujet de la seconde convention qui nous occupe et ayant pour objet l'échange d'une parcelle domaniale sise à Vilvorde, d'une contenance de 3^h 99^a 99^c, contre une parcelle de terrain d'une contenance de 3^h 03^a 89^c, appartenant à la Société anonyme du canal et des Installations maritimes de Bruxelles, et située à Neder-over-Heembeek, la section centrale a posé la question suivante au Gouvernement :

3^e QUESTION.

« Quel est le prix des terrains sis à Vilvorde et à Neder-over-Heembeek d'après l'expertise qui en a été faite et qui fait l'objet de la convention connue sous le n° II, ou quel est le prix auquel ils ont été achetés? »

RÉPONSE.

« Le terrain de 3 hectares 99 ares 99 centiares, que l'Etat cède a été estimé à 50,000 francs l'hectare, soit fr. 120,000
 et celui de 3 hectares 03 ares 89 centiares, qu'il reçoit a été évalué à 40,000 francs l'hectare, soit 121,600
 Différence au profit de l'Etat 1,600 »

D'après la convention dont copie au dossier, l'échange se fait sans soulte, mais il est stipulé que l'Etat devra respecter le raccordement au chemin de fer de l'Etat qui traverse le terrain abandonné par la Société et qui a été créé en faveur des usines qui s'installeront le long du canal. Eventuellement l'Etat devra s'entendre avec les intéressés pour le déplacement de ce raccordement. La faculté d'établir des usines le long du canal reste donc entière et les droits des intéressés ne seront en rien lésés si, par suite de circonstances spéciales, le raccordement devrait être déplacé.

Il est stipulé également que les entrepreneurs des travaux maritimes de Bruxelles conservent le droit de parfaire le remblai de ces parcelles échangées jusqu'à la cote prévue par suite de l'abaissement du plan d'eau du premier bief du canal maritime.

La section centrale approuve cette convention à l'unanimité moins une abstention.

*
* * *

La troisième convention soumise à notre approbation a arrêté le plus longuement l'attention de la section centrale.

Elle a pour objet la cession à la société bruxelloise d'Électricité, pour l'établissement d'une usine d'électricité et éventuellement, de fabrication d'outillages électriques, d'un terrain domaniaux à Schaerbeek, à l'extrémité du quai des Usines, entre la digue du canal de Bruxelles au Rupel et la nouvelle route de Bruxelles à Vilvorde, terrain qui est traversé par la Senne.

Comme nous pouvons le constater sur le plan, l'État se réserve une zone de terrains à bâtir le long de la nouvelle artère reliant le quai des Usines à la nouvelle route de Bruxelles à Vilvorde.

Préoccupé de la question d'assurer dans les meilleures conditions possibles l'éclairage électrique des gares de l'agglomération bruxelloise, l'État belge représenté par M. le Ministre des Chemins de fer a conclu, le 9 juillet 1904, une convention avec la Société anonyme des Ateliers de constructions électriques à Charleroi, société ci-dessous appelée : « la Compagnie », en vue de « constituer, en Belgique, ainsi que le dit l'article 1^{er} de la susdite convention reproduite en annexe au rapport, une société anonyme ayant pour objet la construction et l'exploitation d'usines centrales de production d'énergie électrique, équipées au moyen de matériel fabriqué en Belgique par des firmes belges ».

La société anonyme ainsi constituée est la Société bruxelloise d'Electricité qui sollicite la cession des terrains à Schaerbeek.

Au sujet de la convention, un membre a demandé, dans une des sections, si le Gouvernement avait le droit de conclure des marchés ayant une durée de vingt-cinq ans, l'article 19 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État portant que les ministres ne peuvent faire aucun contrat, marché ou adjudication pour un terme dépassant la durée du budget; mais il a dû reconnaître lui-même qu'en ce qui concerne l'éclairage, l'État était autorisé à conclure des engagements pour un terme plus long; en ce qui concerne

l'éclairage au gaz, le terme est de dix ans, en vertu de la loi du 28 juillet 1871, et, en ce qui concerne l'éclairage électrique, la loi du 23 décembre 1895 prévoit la durée de vingt-cinq ans.

L'article 2 de cette loi, votée à l'unanimité, s'énonce en effet comme suit :

« Par dérogation à l'article 19 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, les ministres sont autorisés à conclure des contrats dont le terme n'excède pas vingt-cinq ans pour l'éclairage électrique des divers établissements de l'État. »

Nous nous trouvons donc bien devant un cas prévu par la disposition spéciale de la loi de 1895, et l'article 3 de la convention du 9 juillet 1904 est inattaquable.

En ce qui concerne la cession des terrains de Schaerbeek à la Société bruxelloise d'Electricité, le Gouvernement en a adopté le principe sur les bases suivantes :

1° L'État cède à la Société bruxelloise d'Electricité deux hectares de terrain situés entre le canal et la Senne, au prix de 150,000 francs l'hectare, et 1 hectare entre la Senne et la nouvelle route de Vilvorde, au prix de 100,000 francs l'hectare.

2° Pendant un an, à partir de la cession, la Société d'Electricité a l'option d'acheter, au prix de 100,000 francs l'hectare, une parcelle de 1 hectare 30 ares et contiguë à la parcelle d'un hectare sis entre la Senne et la route de Vilvorde.

3° Il est formellement entendu que la vente du terrain de 2 hectares situé à front de la digue du canal, est résolu dans le cas où les constructions à y ériger ne seraient plus utilisées pour l'usine d'électricité; les bâtiments devraient être démolis sans que la Société puisse réclamer une indemnité de ce chef et le prix de vente, soit 150,000 francs l'hectare, devrait être restitué par l'État.

La section centrale a cru utile de s'éclairer au sujet du prix d'acquisition de ces terrains et a posé, à cet effet, la question suivante au Gouvernement :

4° QUESTION.

« Quel est le prix auquel l'État belge a acquis les terrains qu'il cède à la Société bruxelloise d'Electricité ? »

RÉPONSE.

« Les deux hectares, situés entre la Senne et le canal de Bruxelles au Rupel, ont été acquis le 14 septembre 1896 au prix de 56,000 francs l'hectare; quant aux 2 hectares 30 ares situés entre la Senne et la nouvelle route de Bruxelles à Vilvorde, ils ont été acquis en 1896, 1898 et 1902 au prix moyen de 22,000 francs l'hectare. »

Il résulte de cette réponse que l'État a acquis les quatre hectares trente centiares pour le prix de :

2 hectares à 56,000 francs, soit	112,000 francs.
2 h. 30 a. à 22,000 — —	50,600 —
	162,600 francs.

et qu'il peut les revendre pour le prix de :

2 hectares à 150,000 francs, soit	300,000 francs.
2 h. 30 a. à 100,000 — —	250,000 —
	550,000 francs.

Ces terrains ont été acquis en 1896, 1898 et 1902; l'État réaliserait ainsi en quelques années un bénéfice de :

	550,000 francs.
—	162,600 —
	387,400 francs.

Un membre de la section centrale estime que ces prix sont peu rémunérateurs et que l'État a eu le tort de céder ces terrains à des conditions aussi avantageuses pour la Société d'Électricité. Récemment, dit-il à l'appui de sa thèse, la ville de Bruxelles a dû payer des prix bien plus élevés pour des terrains situés à 1,500 mètres de là, pour l'établissement de l'usine d'électricité; elle a payé ces terrains 280,000 francs et un million l'hectare. Il propose de disjoindre cette convention du projet afin d'avoir le temps d'examiner plus à l'aise la question des prix de cession et les diverses clauses de la convention du 9 juillet 1904.

Un autre membre est d'avis que la cession de terrains ne peut avoir lieu qu'après approbation par les Chambres de la convention passée, le 9 juillet 1904, entre le Ministre des Chemins de fer et les administrateurs de la Société anonyme de Constructions électriques, à Charleroi.

Indépendamment de cette question, dit le même membre, cette convention est onéreuse pour l'État; les conditions sont loin d'être avantageuses pour lui : le prix de fr. 0.125 pour un million de kilowatts-heure est exagéré, puisque l'État lui-même produit, dans ses usines, l'électricité à meilleur marché; il croit savoir que le prix de revient n'est actuellement que de fr. 0.06 par kilowatt-heure. Il y aurait donc lieu de demander de nouvelles explications au Ministre compétent, de disjoindre du projet le contrat de cession des parcelles domaniales de Schaerbeek, et vu l'urgence des trois autres contrats, d'adopter partiellement le projet.

Des membres de la majorité de la section centrale font remarquer tout d'abord que le Ministre des Chemins de fer n'a pas dépassé les limites de sa compétence en signant une convention pour une durée de 25 années au sujet de l'éclairage électrique des gares de l'agglomération bruxelloise, d'autant plus qu'en ce qui concerne la fourniture de l'énergie, utilisable comme force motrice, l'article 5 de la convention dit expressément que « les engagements pris par l'État ne sont valables que pour un an » et dans ces conditions il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'objection de l'honorable opposant. Quant

aux autres points soulevés dans la discussion, et relatifs, soit au prix des terrains, soit aux conditions de la convention pour l'éclairage, la section estime qu'il y a lieu de demander des renseignements complémentaires, respectivement à MM. les Ministres des Finances et des Chemins de fer, notamment au sujet du prix de revient du kilowatt-heure dans les usines électriques des chemins de fer, et au sujet du barème fixé à l'article 12 et de disjoindre la convention n° III, afin de ne pas retarder le vote des autres.

Mais les honorables Ministres ayant fait savoir qu'ils étaient à même de fournir immédiatement ces renseignements, la section s'est réunie de nouveau. A cette séance assistaient M. de Smet de Naeyer, Ministre des Finances, et M. Liebaert, Ministre des Chemins de fer.

En ce qui concerne les prix des parcelles domaniales à céder à la Société bruxelloise d'Électricité, prix fixés à 150,000 et à 100,000 francs, il résulte des explications de l'honorable Ministre des Finances que ces prix ont été déterminés en tenant compte de la valeur vénale des parcelles et des prix obtenus pour des terrains voisins, et en comparant ces divers prix entre eux, on peut se rendre compte que l'État fait ce qu'on appelle vulgairement une bonne affaire.

Comme points de comparaison, on peut prendre les terrains même auxquels il a été fait allusion par un membre de la section, et d'autres terrains situés en aval des parcelles domaniales.

Les terrains que la ville de Bruxelles a acquis, le 10 décembre 1903, pour l'établissement de son usine d'électricité, ont une étendue de 49^a19^c et ont été payés fr. 137,748.58, soit à raison de 280,000 francs l'hectare.

Le 16 août 1904, la ville de Bruxelles s'est vue dans la nécessité d'acheter le terrain contigu à la Société des Installations maritimes, et ce second achat, d'une étendue de 1^b56^a60^c, a été payé fr. 437,186.85, soit 279,200 fr. l'hectare.

Il est à remarquer que ces immeubles ont une très grande valeur, par leur situation économique exceptionnelle vis-à-vis du nouveau pont aval de Laeken, et à 200 mètres seulement de la rue des Palais, de l'avenue de la Reine, de la chaussée d'Anvers et de l'Allée Verte. Ils sont donc à proximité des installations maritimes et les blocs à céder à la Société bruxelloise d'Électricité ne peuvent leur être comparés. L'usine d'électricité de la ville de Bruxelles est située à droite du nouveau pont du chemin de fer de la ligne Bruxelles-Ostende, tandis que les terrains domaniaux sont situés à 1,500 mètres plus en aval du canal maritime, et vu leur situation et leur voisinage, ils ne peuvent convenir qu'à l'industrie.

Quant au prix d'un million à l'hectare que la ville de Bruxelles aurait dû payer pour un terrain, le fait est vrai, mais il s'agit ici d'un prix de convenue et non plus d'un prix répondant à la valeur vénale du terrain.

Peu après la seconde acquisition mentionnée plus haut, la ville de Bruxelles reconnut que l'issue de 20 mètres de largeur qu'elle avait au quai des Usines ne lui suffisait pas et qu'il lui était indispensable de se procurer une deuxième issue vers le quai. A cet effet, elle fit l'acquisition, le 20 octobre 1904, d'un terrain de 604 mètres carrés situé entre la propriété et le quai, au prix de 60,000 francs, soit 995,000 francs l'hectare. Mais il existait

sur cette parcelle des constructions d'une valeur de 10.000 francs, le terrain n'a donc été payé que 50.000 francs ou 828.000 francs l'hectare. Il s'agit donc bien d'un prix de convenance ; étant donné que les 604 mètres carrés étaient absolument indispensables à la ville et à bref délai, elle a dû passer par les exigences du propriétaire qui était maître de la situation. Nul doute que si la ville avait acheté les 604 mètres carrés en même temps que le terrain ayant fait l'objet de la première acquisition, elle eût acquis dans des conditions beaucoup moins onéreuses, les deux parcelles appartenant à la même personne et ne formant qu'un bloc.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble des trois terrains susvisés, d'une contenance de 2^h11^a85^c, a coûté à la ville fr. 624,955.25, ce qui revient à 295,000 fr. l'hectare.

L'État propose de céder les terrains de Schaerbeek à raison de 150,000 fr. l'hectare pour ceux situés entre le canal maritime et la Senne, et de 100,000 francs ceux situés entre la Senne et la nouvelle route vers Vilvorde, ces derniers étant moins avantageusement situés que les premiers et n'ayant point accès à la digue du canal. Il faut remarquer, en outre, que dans le cas où les constructions à y ériger cesseraient d'être affectées à une usine d'électricité, les terrains entre le canal et la Senne feront retour à l'Etat, moyennant remboursement de 150,000 francs l'hectare, et les bâtiments devront être démolis, sans que la société puisse réclamer une indemnité de ce chef. Cette clause résolutoire est indéfinie, aucun terme n'est stipulé, de telle manière qu'à aucun moment ce ne sera la Société bruxelloise d'Electricité qui profitera de la plus-value de ces terrains ; l'Etat seul est appelé, le cas échéant, à en jouir. Cette clause est donc désavantageuse pour la société contractante et avantageuse pour l'Etat.

Deux mille mètres plus en aval encore du canal maritime, la Société des Installations maritimes vient de vendre les terrains à front de la nouvelle digue du canal, au prix de 40,000 francs l'hectare, et nous avons vu que la parcelle domaniale, située encore plus en aval et formant l'objet de la Convention II de ce projet de loi, a été estimée 50,000 francs l'hectare.

On ne saurait donc prétendre que les prix fixés par l'Etat pour les terrains de Schaerbeek, ne sont pas suffisamment rémunérateurs.

Le prix de 150,000 francs est parfaitement en rapport avec celui de 295,000 francs payé par la ville, 1,500 mètres plus près de Bruxelles, et avec celui de 40,000 et de 50,000 francs, obtenus respectivement 2,000 et 2,500 mètres plus loin de l'agglomération, pour les terrains ayant également accès à la digue du canal ; la progression est parfaitement régulière et l'Etat obtient un prix très rémunérateur de ses terrains.

En ce qui concerne la convention du 9 juillet 1904 conclue entre le Ministre des chemins de fer et la Société anonyme de Constructions électriques de Charleroi, il résulte des explications fournies à la section centrale par l'honorable titulaire de ce département, que la convention est très avantageuse pour l'Etat.

Le projet de loi faisant l'objet de ce rapport ne s'occupe qu'incidemment

de cette convention; mais comme, d'autre part, celle-ci a été discutée en section centrale, nous ne ferons que résumer brièvement les arguments donnés par l'honorable Ministre.

Le prix de revient du KWII est extrêmement difficile à déterminer; il ne suffit pas de vérifier la consommation de charbon et d'huile, la main-d'œuvre employée; il est encore d'autres éléments dont il faut tenir compte, comme l'amortissement du capital de premier établissement, le prix du terrain, les appareils de production, etc. ainsi que le renouvellement du matériel; encore n'est-ce pas par des observations faites pendant quelques semaines ou quelques mois qu'on pourra établir ce chiffre. Il est impossible, avec ces seules données, de conclure un contrat fixant les prix auxquels le courant d'éclairage et l'énergie de force motrice devront être fournis. C'est l'expérience seule d'une longue période qui peut en fournir les éléments. Dans les cinq usines d'électricité appartenant à l'Etat, dans l'agglomération bruxelloise, ce prix de revient est en moyenne au moins de 20 centimes le KWII.

Le courant d'éclairage est plus défavorable à livrer que l'énergie de force motrice; la cause en réside dans le fait qu'on ne réclame pas la même intensité à tous les moments, il faut donc toujours avoir soin d'avoir une réserve; cette intensité varie même très fort d'un moment à l'autre; il en résulte que l'énergie de force motrice coûte moins cher à fournir.

On a soutenu que les Tramways Bruxellois livrent la force motrice à une autre compagnie de tramways à un prix moins élevé que celui stipulé à la convention attaquée, mais cet argument n'est pas décisif, vu que cette force est un excédent et que sa fourniture constitue tout bénéfice pour la société qui le livre.

En 1904, la Société des Chemins de fer vicinaux a obtenu, pour les lignes du Borinage, le courant de force motrice à raison de fr. 0.14 par KWII, pour la fourniture de un million de KW, tandis qu'ici le prix du courant diurne, c'est-à-dire celui de la force motrice, n'est que de fr. 0.07, soit la moitié.

Certaines clauses de la convention doivent aussi arrêter notre attention. C'est ainsi que nous ne pouvons passer sous silence la stipulation de l'article de la convention relatif à la réduction de prix consentie à l'Etat dans le cas où un concessionnaire ferait des prix plus avantageux à une ville d'au moins 40,000 habitants. La clause de l'article 6 de la convention est également à retenir, car c'est par une réduction du prix de ce courant que sera bonifiée à l'Etat sa part dans la moitié de l'excédent de la recette.

Notons en passant que le capital-actions ne jouira que d'un intérêt de 4 p. c.

Il faut enfin tenir compte de la stipulation de l'article premier de la susdite convention; il y est stipulé en toutes lettres que l'usine à établir sur les terrains domaniaux de Schaerbeek sera équipée au moyen de matériel fabriqué en Belgique par des firmes belges.

Il y a, de plus, avantage à ce que l'usine soit établie à Schaerbeek, à proximité des gares à éclairer; l'emplacement est rationnel à ce point de vue; il l'est aussi quand on considère que l'usine doit être à proximité d'une usine de secours, et l'on sait qu'il s'en trouve une dans les environs.

Si dans la convention il n'y a pas de clause de rachat, c'est que la consommation annuelle de K. W. H. à laquelle l'État s'engage (1 million) est une quantité négligeable; la société fera des affaires bien plus importantes avec d'autres sociétés et avec des particuliers; le rachat, dans ces conditions, est totalement impossible.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que l'industrie électrique était sur le point de sombrer en Belgique; si cette nouvelle société n'avait pu être créée, c'était sa perte définitive, et nous devenions tributaires de l'étranger pour cette industrie appelée à un si grand avenir. Les efforts du Gouvernement sont parvenus à la sauver pour le plus grand bien des nombreux ouvriers qui y trouvent leur pain quotidien. Nous ne saurions trop insister sur ce point.

La discussion étant épuisée, la convention faisant l'objet du § 3 est mise aux voix et adoptée par 5 voix contre 2.

* * *

Le Gouvernement se voyant obligé de remplacer par de nouvelles installations la boulangerie militaire de Liège, nous avons ainsi à examiner ses propositions formant l'objet de la quatrième convention.

Le principe de la construction de la nouvelle boulangerie militaire de Liège a été approuvé par la Législature au budget du ministère de la Guerre pour l'exercice 1904; une somme de 280,000 francs a été votée à l'article 55 du budget, au chapitre des dépenses exceptionnelles.

Voici ce que nous lisons à ce sujet dans le rapport de l'honorable M. H. Delvaux, en date du 30 mars 1904 :

« Cet établissement nécessite d'importantes réparations.

» Il est situé au quai de Fragnée, à front d'une des avenues qui donnerait accès à l'Exposition de 1905.

» Les bâtiments industriels offrant généralement un aspect peu esthétique, le commissaire général de l'Exposition de Liège avait demandé que la section centrale du Budget de la Guerre s'enquît des intentions du Département à ce sujet.

« Pour déférer à ce désir, la question suivante a été posée :

»» Est-il exact que la boulangerie militaire de Liège doive être agrandie ?

»» S'il en est ainsi, ne vaudrait-il pas mieux réaliser l'emplacement actuel, lequel, situé au quai de Fragnée, a une valeur considérable pour reporter le dit établissement à un endroit où le terrain a moins de prix ? »

« M. le Ministre a répondu :

»» La boulangerie de Liège doit, en effet, être agrandie. Le département de la Guerre possède le terrain nécessaire à cette fin, et un crédit figure aux dépenses exceptionnelles pour les constructions.

»» L'administration militaire n'a pas intérêt à voir déplacer l'établissement actuel; toutefois, elle pourrait examiner les offres qui lui seraient faites en vue de ce déplacement.

» Il importe que ces offres parviennent au Département de la Guerre le plus tôt possible, car l'état dans lequel la boulangerie de Liège se trouve rend urgente l'exécution des travaux projetés. »

» La nécessité d'une voie de raccordement aux chemins de fer de l'Etat rend le transport de la boulangerie assez malaisé.

» Au surplus, d'après des renseignements récents, il paraîtrait que le bâtiment nouveau serait pourvu d'une façade qui ne déparerait pas l'ensemble des constructions érigées au quai de Fragnée.

La convention qui nous est soumise aujourd'hui nous donne la preuve que l'appel fait par le Département de la Guerre en vue des offres de terrains a été entendu et que, par suite, les dispositions de ce Département ont été modifiées.

Les raisons données dans l'Exposé des motifs pour légitimer le déplacement de la boulangerie actuelle sont des plus probantes, et par contre le terrain sis à Bressoux semble bien approprié pour sa nouvelle destination.

Les avantages en sont trop longuement énumérés à l'Exposé des motifs pour que nous ayons y revenir.

Nous devons cependant faire observer que les nouveaux bâtiments n'ayant qu'une façade à front de rue, façade ne devant avoir aucun caractère architectural, de l'aveu même du Gouvernement, tandis que la reconstruction prévue en 1904, à l'ancien emplacement aurait exigé deux façades à caractère architectural, le coût de la construction sera moins élevé, et le crédit de 280,000 francs demandé à nouveau au budget de la guerre, pour l'exercice 1905, nous semble trop important. On peut en conclure qu'il sera possible de réduire le prix d'estimation des travaux tel qu'il figure dans une réponse du Gouvernement, insérée dans le rapport sur le budget du Ministère de la Guerre pour 1905, de l'honorable M. Delvaux, en date du 20 janvier 1905.

Il est à souhaiter que l'estimation du coût de la nouvelle boulangerie militaire de Liège soit revue d'après ces nouveaux éléments et que, conformément au vœu exprimé par la section centrale chargée d'examiner le budget du Département de la guerre pour 1905, le crédit sollicité soit réduit à des proportions plus modestes.

L'exposé des motifs donnant la valeur des immeubles faisant l'objet de l'échange, la section centrale, comme la Législature, y a trouvé tous les éléments d'appréciation. Il est à remarquer, au surplus, que le terrain de l'Etat n'a que 25 ares, tandis que celui situé à Bressoux en contient à peu près le double, environ 48 ares (exactement 4,791 mètres carrés), et que la nouvelle boulangerie sera facilement reliée au chemin de fer de l'Etat, sans inconvénient pour le public; les constructions ne couvriront que 1,400 mètres carrés, de manière que l'emplacement est amplement suffisant pour y établir la boucherie militaire, ce qui aura pour effet de supprimer la redevance annuelle de 4,500 francs que le Trésor paie de ce chef.

Dans ces conditions, la section centrale approuve l'échange proposé à l'unanimité de ses membres.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 5 voix et 2 abstentions.

Le Rapporteur,

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Le Président,

ALP. HARMIGNIE.

ANNEXE

CONVENTION

Entre les soussignés ;

d'une part, Monsieur Julien Liebaert, Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, agissant au nom de l'État,

et d'autre part, Messieurs Julien Dulait et Georges Theunis, membres du Conseil d'administration des « Ateliers de Constructions Électriques à Charleroi », société anonyme ci-dessous appelés « La Compagnie », il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La Compagnie s'engage à constituer, en Belgique, une société anonyme ayant pour objet la construction et l'exploitation d'usines centrales de production d'énergie électrique, équipées au moyen de matériel fabriqué en Belgique par des firmes belges.

ART. 2.

L'une de ces centrales est destinée à desservir la capitale et ses environs. Elle sera construite dans un délai de quinze mois et livrée à l'exploitation au plus tard dix-huit mois après signature de la présente convention.

ART. 3.

La Compagnie prend l'engagement que la dite Société, pour laquelle elle se porte fort, fournira à l'État pendant 25 ans, et dans les limites à fixer par lui, le courant d'éclairage et l'énergie de force motrice à des prix inférieurs à ceux que l'État réalise.

ART. 4.

L'État s'engage pour un terme de 25 ans à prendre à la Société, au fur et à mesure des nécessités du service pour l'éclairage électrique des gares existantes ou à créer dans l'agglomération bruxelloise et à concurrence d'une consommation éventuelle d'un million de K.W.H. par an, le courant nécessaire au dit éclairage. Dès la mise à exécution du contrat, le minimum de consommation annuelle sera de 600,000 K.W.H. avec une puissance enregistrée maximum de 600 K.W. Pour toute quantité commandée au delà de 600,000 K.W.H., l'engagement de l'État se trouvera augmenté d'autant,

même au delà de 1,000.000 de K. W. H. et ce, pendant la période restant à courir de vingt-cinq ans.

ART. 5.

Pour la fourniture de l'énergie utilisable comme force motrice, les engagements pris par l'Etat ne sont valables que pour un an, et ceux que prend la Compagnie sont valables pour vingt-cinq ans.

ART. 6.

Une réduction des prix stipulés ci-après pour le courant diurne, sera appliquée comme suit : de la recette nette de l'entreprise visée à l'article 2, on déduira les charges du capital-obligations et un intérêt de 4 p. c. au reste du capital dépensé. La moitié de l'excédent sera partagée au prorata des fournitures en K W. H. faites à chaque consommateur pour une demande annuelle minimum de 500.000 K. W. H. La part de l'Etat lui sera bonifiée sous forme d'une réduction du prix du courant diurne.

ART. 7.

En tout temps, les demandes de fourniture du courant d'éclairage, par l'Etat, pourront dépasser de 25 p. c. celles d'une année antérieure.

Pour des extensions plus considérables de ses besoins, l'Etat peut être tenu à un délai d'attente de dix mois.

ART. 8.

A tout moment l'Etat aura droit d'obtenir de la Société des conditions de prix aussi avantageuses que tout autre consommateur de la Société pour une consommation similaire au point de vue de l'économie de la production.

ART. 9.

Au cas où une ville belge de 40,000 habitants au moins obtiendrait d'un concessionnaire, par suite de la découverte de nouveaux procédés de production, le courant électrique à un prix inférieur à celui résultant du présent contrat, pour une consommation similaire, la Compagnie s'oblige à ramener dans un délai de deux années son prix de vente total au même taux, majoré seulement de l'amortissement des installations à remplacer et de celles à créer en vue de profiter des progrès de l'industrie électrique réduisant les frais de production.

ART. 10.

La Compagnie sera responsable de toute interruption du service de distribution pour fourniture insuffisante de courant, en ce sens qu'elle paiera à l'Etat

une indemnité de deux mille francs par jour et par 500 K. W. de puissance d'appareils consommateurs non alimentés.

Les grèves partielles, le manque de charbon, le dérangement dans le fonctionnement des machines, des avaries aux câbles principaux et d'alimentation ne mettent pas obstacle au droit de l'État à indemnité en cas d'interruption du service.

ART. 11.

Si la Compagnie, par suite de déconfiture ou autrement, ne pouvait continuer à fournir le courant, l'État aurait le droit de prendre possession de l'usine et de la gérer pour ses besoins aux frais et risques de la Compagnie, comme aussi de prendre toutes mesures nécessaires afin d'assurer provisoirement son service.

Si, dans les trois mois de l'organisation d'un service provisoire, la Compagnie n'avait pas valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et si elle ne l'avait effectivement reprise, l'État pourrait requérir la vente par autorité de justice de l'usine ou des usines primaires, terrains, bâtiments, machines et appareils de toute nature, et des câbles à haute tension, reliant l'usine ou les usines à ses sous-stations de transformation.

La vente aurait lieu, les dites usines et installations étant grevées de l'obligation de satisfaire à toutes les charges du contrat passé entre la Compagnie et l'État.

ART. 12.

a) Les prix du K. W. H. entre le coucher et le lever du soleil sont les suivants :

Pour une consommation en K. W. H. de	
moins de 1,000,000	fr. 0,125
plus de 1,000.000 jusqu'à 2,000,000	0,12
jusqu'à 3,000,000	0,115
— 4,000,000	0,11
— 5,000,000	0,105
plus de 5,000,000	0,10

En aucun cas la somme à payer ne peut être plus grande pour une consommation moindre ni plus petite pour une consommation plus grande.

Ces prix s'entendent du courant fourni à un tableau supposé placé aux confins de l'agglomération bruxelloise.

Ils supposent en outre le prix du charbon à 15 francs la tonne — le type IV des adjudications de l'État étant pris pour base. Ils seraient augmentés ou diminués suivant les variations des prix du charbon aux adjudications des chemins de fer de l'État pour les qualités similaires, et à raison d'une augmentation ou diminution de fr. 0,0015 par augmentation ou diminution de 1 franc la tonne de charbon.

b) Le courant diurne entre le lever et le coucher du soleil est fourni à un

prix maximum de fr. 0.07 aux bornes d'un tableau placé aux confins de l'agglomération bruxelloise. Ce prix sera éventuellement réduit dans les conditions de l'article 6 ci-dessus.

La puissance maximum que comporte le débit de ce courant ne dépassera pas de 20 p. c. celle requise pour l'énergie débitée entre le coucher et le lever du soleil.

c) Si une puissance quelconque est requise de nuit comme de jour à usage de traction, fonctionnant consécutivement pendant un minimum de douze heures, le prix du courant sera de fr. 0.08 par K. W. H.

ART. 13.

Dans le cas où l'État déciderait de faire éclairer par la Société les bâtiments de l'État situés sur le territoire de Bruxelles, la Compagnie serait tenue de fournir les câbles souterrains à haute tension à poser dans la grande voirie et les transformateurs statiques à placer dans ces locaux, et le courant serait payé à fr. 0.175 à la sortie des transformateurs statiques. Ces transformateurs seraient la propriété de la Société, ainsi que les câbles qui pourraient servir à alimenter d'autres consommateurs.

ART. 14.

Un avenant à la présente Convention réglerait le voltage, la fréquence du courant, ainsi que certains détails d'exécution. Il indiquerait également les conditions dans lesquelles la Compagnie pourrait s'entendre avec une autre usine centrale, notamment la Société des Tramways bruxellois pour obtenir l'assistance éventuelle en cas de besoin.

ART. 15.

Lors de la constitution de la Société prévue à l'article 1^{er} les droits et obligations résultant de cette convention lui seront transférés après acceptation de ses statuts par l'État. A ce moment la Compagnie sera considérée comme dégagée envers l'État pour l'exécution des présentes et la convention mise au nom de la Société.

ART. 16.

Les frais de timbre de la présente sont à la charge de la Compagnie et l'enregistrement incombera à l'État.

Fait en double à Bruxelles, le 9 juillet 1904.

JUL. LIEBAERT.

J. DULAIT.
G. THEONIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MAART 1905.

Wetsontwerp tot goedkeuring van twee contracten betreffende onroerende domeingoederen en machtiging tot het vervreemden van soortgelijke goederen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER DE GHELLINGK D'ELSEGHEM.

MIJNE HEEREN,

Het onderhavig ontwerp van wet gaf in de afdeelingen aanleiding tot eenige opmerkingen van algemeen aard. Toch werd het in al de afdeelingen goed onthaald.

De 1^e afdeeling keurde het goed met algemeene stemmen min eene onthouding, en de andere afdeelingen met eenparige stemmen der aanwezige leden.

In al de afdeelingen werd gevraagd om mededeeling van de overeenkomst, gesloten tusschen den Belgischen Staat en de *Société bruxelloise d'Électricité*, voor het verlichten van de statiën te Brussel en in de voorsteden. Zelfs waren sommige leden van oordeel dat er over den verkoop van zekere domeingronden te Schaarbeek eerst na goedkeuring der overeenkomst kon worden gehandeld.

De Middenafdeeling beraadslaagde daarover breedvoerig, en reeds bij hare eerste vergadering vroeg zij den heer Minister van Spoorwegen om mededeeling van deze overeenkomst, wat gereedelijk werd toegestaan. De Middenafdeeling besloot deze overeenkomst als bijlage aan dit verslag te laten drukken.

Ingevolge den wensch, in sommige afdeelingen uitgedrukt, kreeg de Mid-

(1) Wetsontwerp, n^o 59.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, bestond uit de heeren Bertrand, Feron, Ruzette, Hoyois, Verhaegen en de Ghellinck d'Elsegheem.

denafdeeling, reeds vóór hare eerste bijeenkomst, mededeeling van al de overeenkomsten betreffende ruilingen van domeingoederen; deze overeenkomsten werden toegevoegd aan de overige stukken en plannen, bij deze ruilingen te pas gekomen.

Door middel daarvan, kon de Middenafdeeling de verschillende overeenkomsten ernstig bestudeeren en met kennis van zaken eene beslissing nemen.

Verscheidene vragen werden tot de Regeering gericht. Wij achten het raadzaam ze op te nemen in dit verslag, naarmate wij hierin de verschillende overeenkomsten beoordeelen.

*
* *
*

De eerste overeenkomst was noodzakelijk tot rechtekking der Ourthe, tusschen Chénée en de « Grosses Battes ». Om dat werk te verrichten, dienden vele gronden te worden ingenomen, namelijk van de Naamlooze Maatschappij Vieille-Montagne; doch om het nadeel te verminderen, dat deze Maatschappij zou lijden door eene onteigening van 2 hectaren 79 aren, en ook om uit dien hoofde minder vergoeding te betalen, achtte de Regeering raadzaam met gemelde Maatschappij eene ruiling van gronden te doen, waarbij de contracteerende partijen zeker voordeel zouden vinden. Ten gevolge van die ruiling, verminderde de som, door den Staat te betalen, tot fr. 115,238.97, zooals in de Toelichting met al de bijzonderheden wordt uiteengezet.

Rakende deze ruiling, werden onderstaande vragen tot de Regeering gericht.

1^o VRAAG.

« Wat is de prijs der gronden, onlangs op de oevers der Ourthe door den Belgischen Staat aangekocht, in de nabijheid der gronden, door de Naamlooze Maatschappij Vieille-Montagne af te staan krachtens de overeenkomst n^o 1 ? »

ANTWOORD.

« De gronden, uit vrije hand door den Staat aangekocht in de nabijheid van het gesticht der Naamlooze Maatschappij Vieille-Montagne, werden betaald tegen 5 tot fr. 5.50 per vierkanten meter. Sommige perceelen, gerechtelijk onteigend, werden betaald tegen fr. 6.05 per vierkanten meter.

» Hier dient in aanmerking te komen dat het grondinnemingen zijn van aanzienlijke nijverheidsinrichtingen, die zich reeds in 't nauw bevinden en in waarde verminderen, ten gevolge der kleinere oppervlakte. De Maatschappij vroeg voor de gronden 8 fr. 525 per vierkanten meter, juist zooveel als de vergoeding die haar door een vonnis der rechtbank te Luik den 25^{en} Januari 1902 werd toegestaan, bij de onteigening van een deel der gronden tot doelmatige inrichting der statie Angleur. De eenheidsprijzen van 7 fr. 425 en fr. 4.71 per vierkanten meter, in de memorie van toelichting opgegeven, zijn het gevolg eener minnelijke schikking. »

2^o VRAAG.

« Welke lasten legt de Staat zich op. door zijne verbintenis om aan de Maatschappij Vieille-Montagne 29,000 kubieke meter klei te leveren? »

ANTWOORD.

« De Staat neemt geene hoegenaamde lasten op zich, door de verbintenis om aan de Maatschappij Vieille-Montagne 29,000 kubieke meter klei te leveren. welke moeten gestort worden op de gronden gemerkt *a b c d* en *a' b' c' d'* op het aan de ruilingsakte toegevoegd plan. Daarentegen vindt hij hierbij het voordeel van zich op goedkoope wijze te ontmaken van een deel des gronds, voort te komen van de uitgraving der afleiding van de Ourthe; trouwens, zonder deze oplossing, moesten de 29,000 kubieke meter klei worden gevoegd bij het overschot der uitgraving van de 3^e afdeeling der onderneming, en deze moeten per spoorweg worden vervoerd op nagenoeg 2 kilometer afstands van de plaats van herkomst, terwijl hovenbedoelde gronden aan gemelde afdeeling palen. »

Deze antwoorden zijn van aard om de leden der Kamer te bevredigen, en eenparig héchtte uwe Middenafdeeling hare goedkeuring aan de overeenkomst tot ruiling, tusschen den Staat en de Naamlooze Maatschappij Vieille-Montagne gesloten.

Toch betreurt de Middenafdeeling dat de ruilingsakte niet spoediger werd verleden, nadat de gronden in bezit werden genomen. Dit laatste geschiedde op 1 Augustus 1902, en de akte werd eerst den 28^{en} September 1904 verleden. Met wat meer spoed, hadde men de som verminderd van de interesten die, ingevolge deze overeenkomst, uit dien hoofde zijn te betalen.

* *

Aangaande de tweede overeenkomst, voor het ruilen van een perceel domeingrond, gelegen te Vilvoorde, groot 3^b99^a99^c, tegen een perceel van 3^b03^a89^c, behorende aan de Naamlooze Maatschappij voor de Brusselsche Zeevaartinrichtingen, stelde de Middenafdeeling onderstaande vraag aan de Regeering :

3^o VRAAG.

« Hooveel bedraagt de prijs der gronden, gelegen te Vilvoorde en te Neder-over-Heembeek, volgens de schatting die aanleiding gaf tot de overeenkomst n^o II. of tegen welken prijs werden zij aangekocht? »

ANTWOORD.

« De grond van 3 hectaren 99 aren 99 centiaren, door den Staat afge-
staan. werd geschat op 50,000 frank per hectare, of fr. 120,000
en die van 3 hectaren 03 aren 89 centiaren, welke de Staat over-
neemt. werd geschat op 40,000 frank per hectare, of. 121,600

Vershil ten voordeele van den Staat fr. 1,600

Volgens de overeenkomst, waarvan een afschrift is toegevoegd aan de stukken, geschiedt de ruiling zonder bijbetaling van het verschil; doch er wordt bepaald dat de Staat niets mag veranderen aan de verbinding met Staatsspoorweg, doorheen den grond welken de Maatschappij afstaat, welke verbinding werd gemaakt ten voordeele der fabrieken, die langs het kanaal zouden oprijzen. Bij voorkomend geval, moet de Staat zich met de belanghebbenden verstaan voor het verleggen van die verbinding. Dus blijft het recht om fabriekente bouwen langs het kanaal volkomen bestaan en zullen de rechten der belanghebbenden geenszins worden gekrenkt, indien, ten gevolge van bijzondere omstandigheden de verbinding moest worden verplaatst.

Ingelijks wordt er bepaald dat de ondernemers van de Brusselsche havenwerken het recht behouden om de geruilde perceelen aan te aarden, ter hoogte voorzien ten gevolge der verlaging van het waterpeil in het eerste vak van het zeekanaal.

Deze overeenkomst wordt door de Middenafdeeling goedgekeurd met eenparige stemmen min eene onthouding.

*
* *

De derde overeenkomst, aan ons oordeel onderworpen, hield de aandacht der Middenafdeeling langer bezig.

Zij strekt om een domeingrond, gelegen te Schaarbeek, aan het uiteinde der Fabriekenkaai, tusschen den dijk der vaart van Brussel naar den Rupel en de nieuwe baan van Brussel op Vilvoorde, en doorsneden door de Zenne, af te staan aan de *Société Bruxelloise d'Électricité*, om aldaar op te richten eene electriciteitsfabriek en, bij voorkomend geval, eene fabriek voor het vervaardigen van electriciteits-toestellen.

Zooals uit het plan blijkt, behoudt de Staat voor zich eene strook bouwgrond, langs de nieuwe baan die de Fabriekenkaai verbindt met de nieuwe baan van Brussel op Vilvoorde.

De Belgische Staat, vertegenwoordigd door den heer Minister van Spoorwegen, bezorgd om de statiën in den Brusselschen omtrek in de best mogelijke voorwaarden electricisch te verlichten, sloot den 9^m Juli 1904 eene overeenkomst met de *Société anonyme des Ateliers de constructions électriques*, te Charleroi, welke maatschappij hieronder wordt geheeten « La Compagnie », ten einde, zooals wordt gezegd in artikel 1 van gemelde overeenkomst, als bijlage aan dit verslag toegevoegd, « in België te stichten eene naamlooze vennootschap, strekkende tot het bouwen en exploiteeren van hoofdfabrieken tot het voortbrengen van electricische kracht, bediend door middel van materieel, in België door Belgische huizen vervaardigd ».

De aldus tot stand gebrachte naamlooze vennootschap is de *Société bruxelloise d'Électricité*, die vraagt om afstand van de gronden te Schaarbeek.

Ten aanzien van deze overeenkomst, vroeg een lid, in eene der afdeelingen, of de Regeering het recht had koopen te sluiten voor een duur van vijf en twintig jaar, daar artikel 19 der wet van 15 Mei 1846 op Staats rekenplichtig beheer zegt dat de ministers geene overeenkomst, koop of aanbe-

steding mogen aangaan voor een langeren termijn dan den duur der begroo-
ting; doch dit lid moest zelf bekennen dat, in zake van verlichting, de Staat
verbintenissen voor een langeren termijn mag sluiten; voor verlichting met
gas, duurt de termijn tien jaar, krachtens de wet van 28 Juli 1871, en voor
electrische verlichting voorziet de wet van 23 December 1893 een duur van
vijf en twintig jaar.

Artikel 2 van die wet, eenparig goedgekeurd, luidt trouwens aldus :

« In afwijking van artikel 19 der wet van 15 Mei 1846 op de rekenplich-
tigheid van den Staat worden de Ministers gemachtigd overeenkomsten te
sluiten, waarvan de termijn geen vijf en twintig jaar overtreft voor de elec-
trische verlichting van de verscheiden Staatsgebouwen. »

Dus staan wij hier wel tegenover een geval, voorzien door de bijzondere
bepaling der wet van 1893, en is artikel 3 der overeenkomst van 9 Juli 1904
onaantastbaar.

Het beginsel van den afstand der gronden te Schaarbeek aan de *Société
bruxelloise d'Électricité* werd door de Regeering aangenomen op de vol-
gende grondslagen :

1^o De Staat staat af aan de *Société bruxelloise d'Électricité* twee hectaren
grond, gelegen tusschen de vaart en de Zenne, ten prijze van 150,000 frank
per hectare, en 1 hectare tusschen de Zenne en de nieuwe baan op Vilvoorde,
tegen 100,000 frank per hectare ;

2^o Een jaar lang, na den afstand, heeft de *Société bruxelloise d'Électri-
cité* de keus om tegen 100,000 frank per hectare aan te koopen een perceel
van 1 hectare 30 aren, palend aan het perceel van eene hectare, gelegen tus-
schen de Zenne en de baan op Vilvoorde ;

3^o Er wordt uitdrukkelijk verstaan dat de veiling van de 2 hectaren,
gelegen vlak tegen den dijk der vaart, is verbroken in geval de daar op te
trekken gebouwen niet worden gebruikt voor de electriciteitsfabriek ; de
gebouwen zouden moeten gesloopt worden, zonder dat de Maatschappij
uit dien hoofde eenige vergoeding kan eischen, en de verkoopprijs, zijnde
100,000 frank per hectare, moet door den Staat worden terugbetaald.

De Middenafdeeling achtte het nuttig inlichtingen te nemen over den prijs
van aankoop dezer gronden en richtte te dien einde onderstaande vraag tot
de Regeering :

4^e VRAAG.

« Tegen welken prijs heeft de Belgische Staat de gronden aangekocht, die
hij afstaat aan de *Société bruxelloise d'Électricité* ? »

ANTWOORD.

« De twee hectaren, gelegen tusschen de Zenne en de vaart van Brussel
naar den Rupel, werden den 14ⁿ September 1896 aangekocht ten prijze van
56,000 frank per hectare ; de 2 hectaren 30 aren, gelegen tusschen de Zenne
en de nieuwe baan van Brussel op Vilvoorde, werden in 1896, 1898 en 1902
aangekocht tegen 22,000 frank per hectare. »

Uit dit antwoord blijkt dat de Staat de 4 hectaren 30 centiaren heeft aangekocht tegen de volgende prijzen :

2 hectaren tegen 56,000 frank, dus	112,000 frank.
2 h. 30 a. — 22,000 — —	50,600 —

Dus tegen den gezamenlijken prijs van 162,600 frank

en dat hij ze kan terugverkoopen tegen den prijs van :

2 hectaren tegen 150,000 frank, dus	300,000 frank.
2 h. 30 a. — 100,000 — —	230,000 —

Dus tegen den gezamenlijken prijs van 530,000 frank.

Deze gronden werden aangekocht in 1896, 1898 en 1902; dus zou de Staat in weinige jaren eene winst verwezenlijken van :

	530,000 frank.
— 162,600 —	—

Dus 367,400 frank.

Een lid is van oordeel dat deze prijzen weinig winstgevend zijn en dat de Staat ongelijk had die gronden tegen zulke voordeelige voorwaarden af te staan aan de *Société d'Électricité*. Onlangs, zegt hij tot staving van zijne bewering, moest de stad Brussel veel hogere prijzen betalen voor gronden, gelegen op 1,300 meter van daar, om er hare electriciteitsfabriek te bouwen; zij betaalde die gronden tegen 280,000 frank en een millioen per hectare. Hij stelt voor, deze overeenkomst af te zonderen van het ontwerp, ten einde tijd te hebben het vraagstuk der afstandprijzen en de verschillende bepalingen der overeenkomst van 9 Juli 1904 aandachtiger te onderzoeken.

Een ander lid is van gevoelen dat de grondafstand maar mag geschieden nadat de Kamers hare goedkeuring hebben gehecht aan de overeenkomst, den 9ⁿ Juli gesloten tusschen den Minister van Spoorwegen en de beheerders der *Société anonyme des Constructions électriques*, te Charleroi.

Ongeminderd dit punt, zegt hetzelfde lid, is deze overeenkomst schadelijk voor den Staat; de voorwaarden zijn op verre na voor hem niet zoo voordelig: de prijs van fr. 0.125 voor een millioen kilowatts-uur is overdreven, vermits de Staat zelf in zijne fabrieken de electriciteit beterkoop voortbrengt; hij meent te weten dat de kostende prijs thans slechts fr. 0.06 per kilowatt-uur bedraagt. Dus zouden er den bevoegden Minister nadere uitleggingen dienen gevraagd te worden, zou de overeenkomst voor den afstand van domeinperceelen te Schaarbeek moeten worden afgezonderd van het ontwerp, en, gezien de drie andere overeenkomsten spoed vereischen, het ontwerp gedeeltelijk behooren te worden goedgekeurd.

Leden der meerderheid van de Middenafdeeling doen vooreerst opmerken dat de Minister van Spoorwegen de grenzen zijner bevoegdheid niet overschreed, toen hij voor een duur van 25 jaar eene overeenkomst ondertekende, betreffende de electricische verlichting der statiën in den Brusselschen

omtrek, te meer daar, wat betreft de levering der kracht, als beweegkracht te benuttigen, artikel 5 der overeenkomst uitdrukkelijk zegt dat « de door den Staat aangegane verbintenissen slechts geldig zijn voor één jaar » en in zulke omstandigheden dient men niet stil te blijven bij tegenkanting van het achtbaar lid. Voor de andere punten, bij de be- raadslaging opgeworpen, aangaande den prijs der gronden, of de voor- waarden der overeenkomst voor de verlichting, acht de Middenafdeeling dat er aanleiding bestaat om aan de heeren Ministers van Spoorwegen en van Financiën inlichtingen te vragen over den kostenden prijs per kilowatt-uur in de electriciteitsfabrieken van den spoorweg, en over het tarief, bepaald in artikel 12, alsmede om de overeenkomst n^o III af te zonderen, ten einde de goedkeuring der andere niet te vertragen.

Doch daar de achtbare Ministers lieten weten dat zij in staat waren om deze inlichtingen onmiddellijk te leveren, vergaderde de Middenafdeeling opnieuw. Deze vergadering werd bijgewoond door den heer de Smet de Naeyer, Minister van Financiën, en door den heer Liebaert, Minister van Spoorwegen.

Wat betreft de prijzen voor de domeinperceelen, af te staan aan de *Société bruxelloise d'Electricité*, en bepaald op 150,000 en 100,000 frank, blijkt uit de verklaringen van den achtbaren Minister van Financiën dat deze prijzen werden bepaald rekening gehouden met de koopwaarde der per- ceelen en de prijzen verkregen voor naburige gronden, en zoo men deze verschillende prijzen met elkander vergelijkt, bevindt men dat de Staat eene voordeelige zaak verrichtte, zooals men het gewoonlijk heet.

Als punten van vergelijking, kan men de gronden zelve nemen, waarop werd gezinspeeld door een lid der afdeeling, alsmede andere gronden, nabij de domeingoederen gelegen.

De gronden, den 10^{en} December 1903 door de stad Brussel aangekocht voor het bouwen van hare electriciteitsfabriek, hebben eene uitgestrektheid van 49^a19^c, en werden fr. 157,748.58 betaald, dus tegen 280,000 frank per hectare.

Den 16^{en} Augustus 1904, was de stad Brussel verplicht den grond te koopen, die paalt aan de Maatschappij voor de Zeevaartinrichtingen, en deze tweede aankoop, groot 1^b56^a60^c, werd fr. 457,186.85 betaald, of tegen 279,200 frank per hectare.

Er valt op te merken, dat deze eigendommen eene zeer groote waarde hebben, ten gevolge hunner buitengewone ligging tegenover de nieuwe brug stroomafwaarts Laken, en slechts op 200 meter van de Paleizenstraat, de Koninginnelaan, van den Antwerpschen steenweg en van de Groendreef. Dus bevinden zij zich in de nabijheid der zeevaartinrichtingen en de blokken, af te staan aan de *Société bruxelloise d'Electricité*, zijn daarmee niet te vergelijken. De electriciteitsfabriek der stad Brussel ligt rechts van de nieuwe spoorwegbrug op de lijn Brussel-Oostende, terwijl de domeingronden 1,500 meter meer stroomafwaarts het zeekanaal liggen, en gezien hunne ligging en de nabuurschap, zijn zij slechts geschikt voor nijverheidsin- richtingen.

't Is waar dat de stad Brussel een millioen per hectare moest betalen voor een grond, doch hier geldt het een prijs van « convenientie », die geenszins beantwoordt aan de koopwaarde van den grond.

Kort na den tweeden bovengemelden aankoop, bevond de stad Brussel dat de uitgang van 20 meter breedte, welken zij had op de Fabriekenkaai, niet toereikend was en dat zij noodzakelijk een tweeden uitgang naar de kaai moest hebben. Te dien einde kocht zij den 20ⁿ October 1904 een grond van 604 vierkante meter, gelegen tusschen het eigendom en de kaai, ten prijze van 60,000 frank, of 995,000 frank per hectare. Doch op dat perceel stonden gebouwen ter waarde van 10,000 frank, dus werd de grond slechts 50,000 frank betaald, dat is tegen 828,000 frank per hectare.

Hier geldt het dus wel een gepastheid; daar de stad Brussel spoedig de 604 vierkante meter nodig had, moest zij wel toegeven aan de eischen van den eigenaar, die meester over den toestand was. Hadde de stad de 604 vierkante meter aangekocht terzelfder tijd als den eerst gekochten grond, zij zou ongetwijfeld in veel minder schadelijke voorwaarden hebben gekocht, vermits beide perceelen behoorden aan dezelfde persoon en één blok uitmaakten.

Hoe het ook zij, bovenbedoelde drie gronden, te zamen 2^h11^a85^c, hebben de stad fr. 624,955.25 gekost, wat neerkomt op 295,000 frank per hectare.

De Staat stelt voor, de gronden te Schaarbeek af te staan tegen 150,000 frank per hectare, voor diegene gelegen tusschen het zeekanaal en de Zenne, en tegen 100,000 frank voor diegene gelegen tusschen de Zenne en de nieuwe baan op Vilvoorde, vermits laatstgemelde minder gunstig zijn gelegen dan de eerste en geen toegang geven tot den dijk dervvaart. Daarenboven dient te worden opgemerkt, dat in geval de daar op te trekken gebouwen niet meer zouden worden gebruikt voor eene electriciteitsfabriek, de gronden tusschen de vaart en de Zenne teruggaan naar den Staat, mits uitbetaling van 150,000 frank per hectare, en dat de gebouwen gesloopt moeten worden, zonder dat de maatschappij uit dien hoofde eenige vergoeding kan eischen. Dit ontbindend beding is onbepaald, geen termijn wordt daartoe gesteld, zoodat op geen oogenblik de *Société bruxelloise d'Électricité* genot zal hebben van de meerdere waarde dier gronden; bij voorkomend geval is het de Staat alleen die dat voordeel geniet. Dus is deze bepaling nadeelig voor de contracteerende maatschappij en voordeelig voor den Staat.

Nog tweeduizend meter meer stroomafwaarts het zeekanaal, heeft de Maatschappij voor de zeevaartinrichtingen onlangs gronden verkocht, vlak naast den dijk der vaart, ten prijze van 40,000 frank per hectare, en wij hebben gezien dat het domeinperceel, nog meer stroomafwaarts gelegen, en waarvoor de overeenkomst II werd gesloten, 50,000 frank per hectare wordt geschat.

Dus kan men niet beweren dat de door den Staat vastgestelde prijzen voor de gronden te Schaarbeek niet winstgevend genoeg zijn.

De prijs van 150,000 frank komt volkomen overeen met dien van 295,000 frank, door de stad, 1,500 meters dichter bij Brussel betaald, en

met dien van 40,000 en van 30.000 frank, wederzijds verworven 2,000 en 2,500 meters verder, voor gronden die insgelijks uitkomen op den dijk der vaart. De toeneming is volkomen regelmatig en de Staat bekomt een zeer winstgevendden prijs voor zijne gronden.

Volgens de uitleggingen, gegeven door den achtbaren Minister van Spoorwegen, is de overeenkomst, den 9^m Juli 1904 gesloten tusschen hem en de *Société anonyme de Constructions électriques*, zeer voordeelig voor den Staat.

Het wetsontwerp waarover dit verslag wordt uitgebracht, gewaagt slechts in 't voorbijgaan van die overeenkomst; doch, daar hierover in de Middenafdeeling werd beraadslaagd, zullen wij kortbondig de redenen opgeven, door den achtbaren Minister aangevoerd.

De kostende prijs per KW-U kan niterst moeilijk worden bepaald; 't is niet voldoende te onderzoeken hoeveel kolen en olie werd verbruikt, hoeveel dagloon betaald; men behoort ook te letten op andere bestanddeelen, zooals de uitdelging van het inrichtingskapitaal, de prijs des gronds, de voortbrengingstoestellen, enz., alsmede op de vernieuwing van het materieel; en dan nog kan dat cijfer niet worden bepaald na enkele weken of maanden waarneming. Met deze inlichtingen alleen kan men onmogelijk eene overeenkomst sluiten tot het bepalen van de prijzen waartegen de verlichtingstroom en de beweegkracht moeten geleverd worden. Alleen de ervaring gedurende een lang tijdvak kan daarvan de bestanddeelen geven. In de vijf electriciteitsfabrieken van den Staat, binnen den Brusselschen omtrek, bedraagt die kostende prijs gemiddeld ten minste 20 centiemen per KW-U,

De verlichtingstroom kost duurder dan de beweegkracht, om deze reden, dat niet dezelfde kracht op ieder oogenblik wordt gevegd, zoodat men steeds voor zekeren voorraad moet zorgen; deze kracht verschilt zelfs heel veel van het eene oogenblik tot het andere; daaruit volgt dat de beweegkracht goedkooper kan worden geleverd.

Er is beweerd, dat de Brusselse Tramwegen de beweegkracht aan eene andere trammaatschappij leveren tegen een lageren prijs dan dien welke is bepaald in de bestreden overeenkomst; doch dat is geene afdoende bewijsreden, vermits deze kracht een overschot is en dat het leveren daarvan volstrekte winst is voor de maatschappij die ze levert.

In 1904, verwierf de Maatschappij der Buurtspoorwegen, voor hare lijnen in de Borinage, de beweegkracht tegen 14 centiemen per KW-U, voor een milioen KW, terwijl hier de prijs van den dagstroom, dat is die voor de beweegkracht, slechts 7 centiemen, dus de helft, bedraagt.

Wij dienen insgelijks onze aandacht te vestigen op sommige bepalingen der overeenkomst. Zoo mogen wij niet verzwijgen de bepaling van het artikel der overeenkomst betreffende de prijsvermindering, aan den Staat toegestaan in geval een concessiehouder meer voordeelige prijzen zou toestaan aan eene stad met minstens 40,000 ingezetenen. Ook de bepaling in artikel 6 der overeenkomst dient in het oog te worden gehouden, want 't is door eene verlaging van den prijs van dien stroom dat den Staat zijn aandeel in de helft van het overschot der ontvangsten wordt vergoed.

Laat ons terloops aanstippen dat het aandeelen-kapitaal slechts een interest van 4 t. h. zal genieten.

Eindelijk dient men rekening te houden met de bepaling in het eerste artikel van gemelde overeenkomst; daarin wordt ten duidelijkste gezegd dat de fabriek, te bouwen op de domeingronden te Schaarbeek, moet worden uitgerust met in België en door Belgische huizen vervaardigd materieel.

Daarenboven is het voordeelig dat de fabriek worde gebouwd te Schaarbeek, in de nabijheid van de te verlichten statiën; in dat opzicht is de plaats goed gekozen, en ook zoo men overweegt dat de fabriek zich moet bevinden in de nabijheid van eene hulpfabriek, en men weet dat er zich een in de omstreken bevindt.

Zoo er in de overeenkomst geene bepaling tot afkoop bestaat, dan is het omdat het jaarlijksch verbruik van 1 millioen KW-U, waartoe de Staat zich verbindt, onbeduidend is: de maatschappij zal veel aanzienlijker verbintenissen aangaan met andere maatschappijen en met bijzondere personen; onder zulke omstandigheden is afkoop volstrekt onmogelijk.

Eindelijk mag niet uit het oog worden verloren dat de electriciteit-nijverheid op het punt was in België te niet te gaan; kon deze nieuwe maatschappij niet tot stand komen, dan ware de ondergang van die nijverheid voltrokken, en zouden wij schatplichtig worden van den vreemde, voor eene nijverheid die zulke heerlijke toekomst te gemoet gaat. Door toedoen der Regeering is zij gered. tot groot voordeel van de talrijke werklieden die er hun bestaan bij vinden. Hierop kunnen wij niet genoeg aandringen.

Daar de beraadslaging was uitgeput, werd de overeenkomst die het voorwerp uitmaakt van § 3, in stemming gelegd en goedgekeurd met 3 stemmen tegen 2.

* * *

De Regeering is genoodzaakt de militaire broodbakkerij te Luik te vervangen door eene nieuwe; wij hebben dus hare voorstellen te onderzoeken, die het voorwerp van de vierde overeenkomst uitmaken.

In beginsel werd het bouwen van de nieuwe militaire broodbakkerij te Luik door de Kamers goedgekeurd, tijdens de behandeling der begrooting van Oorlog voor 1904; onder het hoofdstuk der buitengewone uitgaven, artikel 55 der begrooting, werd daartoe eene som van 280,000 frank toegestaan.

Ziehier wat wij daarover lezen in het verslag van den achtbaren heer H. Delvaux, in dato 30 Maart 1904:

« Dat gebouw vergt aanzienlijke herstellingen.

» Het is gelegen op de Fragnéckaai, langs eene der lanen leidende naar de Tentoonstelling, in 1903 te houden.

» Daar nijverheidsgebouwen over 't algemeen geen behagelijk voorkomen hebben, had de algemeene commissaris der Tentoonstelling te Luik gevraagd dat de Middenafdeeling voor de begrooting van oorlog het inzicht van het ministerie dienaangaande zou polsen.

» Om dien wensch in te willigen, werd de volgende vraag gesteld :

«« Is het waar dat de militaire broodbakkerij te Luik moet worden vergroot ?

»» Zoo ja, ware het niet beter den grond van de bestaande bakkerij te verkoopen, daar deze grond, op de Fragnéekaai gelegen, aanzienlijke waarde heeft, en de bakkerij elders te bouwen, op eene plaats waar de grond niet zoo duur is ?

» Daarop antwoordde de heer Minister :

»» De bakkerij te Luik moet inderdaad worden vergroot. Het Departement van Oorlog bezit daartoe den noodigen grond, en een krediet is voor de gebouwen uitgetrokken op de buitengewone uitgaven.

»» Het krijgsbestuur heeft er geen belang bij dat de bakkerij wordt verplaatst; werden er evenwel voorstellen gedaan voor die verplaatsing, het zou ze kunnen onderzoeken.

»» Die voorstellen moeten ten spoedigste bij het Ministerie van Oorlog inkomen, want de bakkerij te Luik verkeert in zulken toestand dat de ontworpen werken onverwijld moeten verricht worden. »

» De broodbakkerij moet noodzakelijk zijn verbonden met Staatsspoorweg en daarom kan zij bezwaarlijk worden verplaatst.

» Overigens schijnt het, volgens onlangs verworven inlichtingen, dat het nieuw gebouw eenen gevel zou hebben welke niet zou afsteken bij het algemeen voorkomen der gebouwen op de Fragnéekaai. »

De ons thans voorgelegde overeenkomst levert het bewijs dat de oproep, door het Ministerie van Oorlog gedaan om gronden aan te bieden, werd verhoord, en dat dien ten gevolge de inzichten van dat Ministerie werden gewijzigd.

De redenen, in de Memorie van toelichting opgegeven om de verplaatsing van de bestaande broodbakkerij te wettigen, zijn alleszins afdoende, en daarbij schijnt de grond, gelegen te Bressoux, volkomen geschikt voor zijne nieuwe bestemming.

De voordeelen daarvan zijn te wijdloopig uiteengezet in de Memorie van toelichting, dan dat wij er dienen op terug te komen.

Toch is het noodig aan te merken dat, daar de nieuwe gebouwen slechts één gevel aan de straat hebben, welke voorgevel, zooals de Regeering zelve bekend, geen bouwkundig karakter moet hebben, terwijl de in 1904 voorziene herbouwing op de oude plaats twee voorgevels met bouwkundig karakter vergde, de werken minder zullen kosten; daarom ook schijnt het krediet van 280,000 frank, uitgetrokken op de begrooting van oorlog voor 1905, ons te aanzienlijk. Daaruit mag worden afgeleid dat de geraamde prijs der werken, zooals hij voorkomt in een antwoord der Regeering, opgenomen in het verslag over de begrooting van het Ministerie van Oorlog voor 1905, verslag van den achtbaren heer Delvaux, in dato 20 Januari 1905, mogelijk kan worden verlaagd.

'tIs te wenschen dat de raming der kosten van de nieuwe militaire broodbakkerij te Luik worden herzien volgens deze nieuwe gegevens, en dat, in gevolge den wensch uitgedrukt door de Middenafdeeling die de begrooting

van oorlog voor 1905 onderzocht, het aangevraagd krediet worde verlaagd.

De Memorie van toelichting geeft de waarde op van de eigendommen die worden geruild; daarin vond de Middenafdeeling, evenals de Kamer, alle middelen tot beoordeeling. Daarenboven valt er op te merken dat de grond van den Staat slechts 25 aren beslaat, terwijl de te Bressoux gelègen grond nagenoeg tweemaal zoo groot is (juist 4,794 vierkante meter), en dat de nieuwe broodbakkerij gemakkelijk is te verbinden met Staatsspoorweg, zonder bezwaar voor het publiek; voor de gebouwen is er slechts eene oppervlakte van 1,400 vierkante meter noodig, zoodat de plaats ruim toereikend is om er de militaire broodbakkerij te bouwen. Daardoor vervalt de jaarlijksche cijns van 4,500 frank, door de Schatkist uit dien hoofde betaald.

Onder die omstandigheden, keurt de Middenafdeeling de voorgestelde ruiling eenparig goed.

Het wetsontwerp wordt in zijn geheel aangenomen met 3 stemmen en 2 onthoudingen.

De Verslaggever,

Ridder DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

De Voorzitter,

ALP. HARMIGNIE.



ANNEXE

CONVENTION

Entre les soussignés ;

d'une part, Monsieur Julien Liebaert, Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, agissant au nom de l'État,

et d'autre part, Messieurs Julien Dulait et Georges Theunis, membres du Conseil d'administration des « Ateliers de Constructions Électriques à Charleroi », société anonyme ci-dessous appelés « La Compagnie », il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La Compagnie s'engage à constituer, en Belgique, une société anonyme ayant pour objet la construction et l'exploitation d'usines centrales de production d'énergie électrique, équipées au moyen de matériel fabriqué en Belgique par des firmes belges.

ART. 2.

L'une de ces centrales est destinée à desservir la capitale et ses environs. Elle sera construite dans un délai de quinze mois et livrée à l'exploitation au plus tard dix-huit mois après signature de la présente convention.

ART. 3.

La Compagnie prend l'engagement que la dite Société, pour laquelle elle se porte fort, fournira à l'État pendant 25 ans, et dans les limites à fixer par lui, le courant d'éclairage et l'énergie de force motrice à des prix inférieurs à ceux que l'État réalise.

ART. 4.

L'État s'engage pour un terme de 25 ans à prendre à la Société, au fur et à mesure des nécessités du service pour l'éclairage électrique des gares existantes ou à créer dans l'agglomération bruxelloise et à concurrence d'une consommation éventuelle d'un million de K. W. H. par an, le courant nécessaire au dit éclairage. Dès la mise à exécution du contrat, le minimum de consommation annuelle sera de 600,000 K. W. H. avec une puissance enregistrée maximum de 600 K. W. Pour toute quantité commandée au delà de 600,000 K. W. H., l'engagement de l'État se trouvera augmenté d'autant,

même au delà de 1,000.000 de K.W.H. et ce, pendant la période restant à courir de vingt-cinq ans.

ART. 5.

Pour la fourniture de l'énergie utilisable comme force motrice, les engagements pris par l'Etat ne sont valables que pour un an, et ceux que prend la Compagnie sont valables pour vingt-cinq ans.

ART. 6.

Une réduction des prix stipulés ci-après pour le courant diurne, sera appliquée comme suit : de la recette nette de l'entreprise visée à l'article 2, on déduira les charges du capital-obligations et un intérêt de 4 p. c. au reste du capital dépensé. La moitié de l'excédent sera partagée au prorata des fournitures en K. W. H. faites à chaque consommateur pour une demande annuelle minimum de 500.000 K. W. H. La part de l'Etat lui sera bonifiée sous forme d'une réduction du prix du courant diurne.

ART. 7.

En tout temps, les demandes de fourniture du courant d'éclairage, par l'Etat, pourront dépasser de 25 p. c. celles d'une année antérieure.

Pour des extensions plus considérables de ses besoins, l'Etat peut être tenu à un délai d'attente de dix mois.

ART. 8.

A tout moment l'Etat aura droit d'obtenir de la Société des conditions de prix aussi avantageuses que tout autre consommateur de la Société pour une consommation similaire au point de vue de l'économie de la production.

ART. 9.

Au cas où une ville belge de 40,000 habitants au moins obtiendrait d'un concessionnaire, par suite de la découverte de nouveaux procédés de production, le courant électrique à un prix inférieur à celui résultant du présent contrat, pour une consommation similaire, la Compagnie s'oblige à ramener dans un délai de deux années son prix de vente total au même taux, majoré seulement de l'amortissement des installations à remplacer et de celles à créer en vue de profiter des progrès de l'industrie électrique réduisant les frais de production.

ART. 10.

La Compagnie sera responsable de toute interruption du service de distribution pour fourniture insuffisante de courant, en cesens qu'elle pajera à l'Etat,

une indemnité de deux mille francs par jour et par 500 K. W. de puissance d'appareils consommateurs non alimentés.

Les grèves partielles, le manque de charbon, le dérangement dans le fonctionnement des machines, des avaries aux câbles principaux et d'alimentation ne mettent pas obstacle au droit de l'État à indemnité en cas d'interruption du service.

ART. 11.

Si la Compagnie, par suite de déconfiture ou autrement, ne pouvait continuer à fournir le courant, l'État aurait le droit de prendre possession de l'usine et de la gérer pour ses besoins aux frais et risques de la Compagnie, comme aussi de prendre toutes mesures nécessaires afin d'assurer provisoirement son service.

Si, dans les trois mois de l'organisation d'un service provisoire, la Compagnie n'avait pas valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation et si elle ne l'avait effectivement reprise, l'État pourrait requérir la vente par autorité de justice de l'usine ou des usines, primaires, terrains, bâtiments, machines et appareils de toute nature, et des câbles à haute tension, reliant l'usine ou les usines à ses sous-stations de transformation.

La vente aurait lieu, les dites usines et installations étant grevées de l'obligation de satisfaire à toutes les charges du contrat passé entre la Compagnie et l'État.

ART. 12.

a) Les prix du K. W. H. entre le coucher et le lever du soleil sont les suivants :

Pour une consommation en K. W. H. de	
moins de 1,000,000	fr. 0,125
plus de 1,000,000 jusqu'à 2,000,000	0,12
jusqu'à 3,000,000	0,115
— 4,000,000	0,11
— 5,000,000	0,105
plus de 5,000,000	0,10

En aucun cas la somme à payer ne peut être plus grande pour une consommation moindre ni plus petite pour une consommation plus grande.

Ces prix s'entendent du courant fourni à un tableau supposé placé aux confins de l'agglomération bruxelloise.

Ils supposent en outre le prix du charbon à 15 francs la tonne — le type IV des adjudications de l'État étant pris pour base. Ils seraient augmentés ou diminués suivant les variations des prix du charbon aux adjudications des chemins de fer de l'État pour les qualités similaires, et à raison d'une augmentation ou diminution de fr. 0,0015 par augmentation ou diminution de 1 franc la tonne de charbon.

b) Le courant diurne entre le lever et le coucher du soleil est fourni à un

prix maximum de fr. 0.07 aux bornes d'un tableau placé aux confins de l'agglomération bruxelloise. Ce prix sera éventuellement réduit dans les conditions de l'article 6 ci-dessus.

La puissance maximum que comporte le débit de ce courant ne dépassera pas de 20 p. c. celle requise pour l'énergie débitée entre le coucher et le lever du soleil.

c) Si une puissance quelconque est requise de nuit comme de jour à usage de traction, fonctionnant consécutivement pendant un minimum de douze heures, le prix du courant sera de fr. 0.08 par K. W. H.

ART. 13.

Dans le cas où l'État déciderait de faire éclairer par la Société les bâtiments de l'État situés sur le territoire de Bruxelles, la Compagnie serait tenue de fournir les câbles souterrains à haute tension à poser dans la grande voirie et les transformateurs statiques à placer dans ces locaux, et le courant serait payé à fr. 0.175 à la sortie des transformateurs statiques. Ces transformateurs seraient la propriété de la Société, ainsi que les câbles qui pourraient servir à alimenter d'autres consommateurs.

ART. 14.

Un avenant à la présente Convention réglerait le voltage, la fréquence du courant, ainsi que certains détails d'exécution. Il indiquerait également les conditions dans lesquelles la Compagnie pourrait s'entendre avec une autre usine centrale, notamment la Société des Tramways bruxellois pour obtenir l'assistance éventuelle en cas de besoin.

ART. 15.

Lors de la constitution de la Société prévue à l'article 1^{er} les droits et obligations résultant de cette convention lui seront transférés après acceptation de ses statuts par l'État. A ce moment la Compagnie sera considérée comme dégagée envers l'État pour l'exécution des présentes et la convention mise au nom de la Société.

ART. 16.

Les frais de timbre de la présente sont à la charge de la Compagnie et l'enregistrement incombera à l'État.

Fait en double à Bruxelles, le 9 juillet 1904.

JUL. LIEBAERT.

J. DULAIT.
G. THEUNIS.